

115
Miss Nozle



CANADA

DECLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

N° 70/10

LE CANADA ET L'AMÉRIQUE LATINE: UNE ÈRE DE MUTUELLE DÉCOUVERTE

Déclaration de Monsieur Jean-Pierre Goyer, secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à la première session spéciale de l'Assemblée générale de l'OEA, à Washington, le 30 juin 1970.

...Permettez-moi d'abord, Monsieur le Président, d'exprimer la sympathie du Gouvernement et du peuple canadien au Gouvernement et au peuple du Pérou, et, en particulier, aux familles des victimes, à l'occasion du terrible séisme qui a causé une telle dévastation et fait tant de victimes. Maintenant que la période de secours d'urgence tire à sa fin, je tiens à assurer les autorités péruviennes que mon Gouvernement est prêt à considérer favorablement toute demande d'assistance pour la reconstruction des régions dévastées.

C'est une circonstance historique que cette assemblée générale de l'Organisation des États américains. C'est un honneur pour le Canada d'y être représenté comme c'est un honneur pour moi d'y représenter mon pays.

J'ai écouté jusqu'ici avec grand intérêt les orateurs distingués qui sont intervenus dans le débat général, et je vous suis reconnaissant de m'avoir fourni l'occasion de dire quelques mots.

Si j'ai demandé la parole, c'est que le Gouvernement canadien vient de terminer une révision générale de sa politique étrangère dont ressort l'orientation future de notre pays envers l'Amérique latine et l'Organisation des États américains. Qu'on me permette de vous en entretenir pendant quelques minutes.

Le peuple canadien et les peuples de l'Amérique latine viennent, il me semble, de commencer à se découvrir les uns les autres. Sans doute, nous connaissons-nous déjà. Sans doute, à l'intérieur même de l'hémisphère comme au dehors de celui-ci, entretenons-nous de nombreux contacts bilatéraux ou multilatéraux, de caractère officiel ou de nature privée. Sans doute aussi pouvons-nous citer des chiffres qui démontrent l'importance grandissante que nous avons les uns pour les autres sur le plan économique; et ainsi de suite. Et pourtant, ce qui commence à se passer transcende tout cela. Il est incontestable que, du côté canadien, ceux, encore relativement peu nombreux, qui

connaissent assez bien l'Amérique latine souhaitent faire partager aux Canadiens qui jusqu'ici la connaissaient fort mal, leur compréhension de cette partie du monde et leur perception du caractère véritable de la vie au sud du Rio Grande. Plus nous nous instruisons sur cette partie du monde, plus nous éprouvons de sympathie pour les peuples qui l'habitent. A cause de leur riche héritage historique et culturel, les peuples de l'Amérique latine sont de ceux que nous aimerions mieux connaître et avec qui nous voudrions travailler à la réalisation d'objectifs communs. Bref, ces peuples de l'Amérique latine, si richement doués de qualités de vie et d'imagination, ont déjà beaucoup à leur actif et sont destinés à y ajouter encore. De là naît notre désir de voir se développer entre nous un courant plus fort de sympathie et de communauté. En un mot, nous fondant sur la communion de coeur qui existait déjà, nous voulons désormais renforcer d'une façon plus systématique la communauté d'esprit qui nous semble essentielle et pressante.

C'est pourquoi notre action devra se déployer tout à la fois sur les plans politique, culturel et économique.

Déjà nous avons des objectifs en commun. Comme vous, nous voulons garantir notre souveraineté et notre indépendance et travailler à la paix et à la sécurité mondiale. Nous voulons vous consulter à ce propos et travailler avec vous à la réalisation de ces buts.

Comme vous aussi, nous cherchons à améliorer la qualité de la vie de notre population. Dans ce domaine, où il y a place pour une authentique action réciproque, nous espérons collaborer de plus en plus étroitement avec les pays de l'Amérique latine. Les arts (populaires et autres), le cinéma, la télévision, l'audio-visuel en général, les disciplines universitaires ou pratiques et l'ensemble de la science et des techniques nous réservent de vastes possibilités d'échanges fructueux dans les années à venir.

Mais en même temps, Latino-Américains ou Canadiens voient se poser à eux, de plus en plus nettement, la question de savoir de quelles techniques nouvelles ils ont véritablement besoin. Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres à cet égard. L'application arbitraire des techniques scientifiques risque d'avoir, à long terme, des effets fâcheux dans certaines régions en voie de développement, comme on en trouve dans bien des parties de l'Amérique latine. Il faut absolument orienter la recherche du côté des véritables besoins et de l'introduction en quelque sorte sélective des méthodes adaptées au milieu social ou physique. Le Canada ayant à résoudre des problèmes analogues gagnera à avoir des rapports plus étroits avec l'Amérique latine. D'autre part, le Centre canadien de Recherches pour le Développement international pourra se révéler utile aux gouvernements d'Amérique latine.

C'est précisément dans le domaine pratique du développement social et économique que le Canada et les pays latino-américains pourront de plus en plus trouver les meilleures occasions d'entretenir entre eux des rapports constructifs. Tout étonnant que cela puisse paraître, le patrimoine du Canada est à bien des égards analogue à celui de l'Amérique latine. Il s'agit dans les deux cas de vastes territoires pourvus d'abondantes richesses naturelles, en bonne partie non exploitées, voire encore inexplorées. Nos populations sont principalement d'origine européenne, mais on y retrouve aussi, à des degrés divers, des populations d'origine indigène ou venues d'autres parties du globe. Voilà plus de trois siècles que, chacun à sa façon, la plupart d'entre nous avons

cherché à nous adapter à un nouveau milieu et à travailler à construire dans le nouveau monde, une société nouvelle. De bien des manières, nous avons tous largement réussi, en même temps que sur certains autres plans nous avons tous, jusqu'ici, également échoué. Je suis en tout cas persuadé que nous avons en commun des problèmes, des aspirations et, en dernière analyse, des ressources humaines.

Somme toute, ce qui nous rapproche davantage c'est l'impératif devant lequel nous nous trouvons de faire en sorte qu'il soit de plus en plus possible pour les citoyens les plus dépourvus, hommes et femmes, de vivre une vie convenable et d'en faire profiter leurs enfants. Cela, au fond, constitue l'objectif primordial de tout gouvernement soucieux de ses responsabilités. Nous parlons, au Canada, de promotion sociale et de croissance économique. Ce sont là, avec l'amélioration qualitative de l'existence, les objectifs de politique générale auxquels le Gouvernement canadien attache actuellement la plus grande importance dans l'optique de l'intérêt national. A l'échelle de l'hémisphère, ces buts ont été clairement et précisément énoncés dans les révisions apportées à votre Charte, révisions qui sont elles-mêmes le reflet de l'importance croissante attribuée par les gouvernements membres de cette Organisation au développement social et économique. Nous sommes heureux de prendre acte de cette nouvelle affirmation de principes généreux, d'autant plus qu'elle est en parfaite conformité avec ce que nous estimons être l'essence même de notre nouvelle politique extérieure.

C'est parce qu'il s'agit là d'idéaux que nous partageons, que mon Gouvernement entend augmenter, autant que ses moyens le lui permettent, sa contribution à votre arsenal de paix. C'est ainsi que dans le domaine de l'assistance au développement nous entendons prendre un certain nombre d'initiatives qui, somme toute, feront plus que doubler le montant déjà alloué à l'Amérique latine. Également, le Gouvernement canadien désire adhérer à cinq autres organisations interaméricaines jouissant de compétences en matière sociale et économique.

En plus, parce que les Canadiens entendent favoriser la croissance économique tant chez eux qu'en Amérique latine, le Gouvernement canadien s'apprête à prendre un certain nombre d'initiatives destinées à augmenter le commerce dans les deux sens et à favoriser les investissements du secteur privé en Amérique latine, bien qu'uniquement dans des conditions telles que soient parfaitement respectés la politique et les intérêts des pays hôtes.

Enfin, il y a la question des rapports du Canada avec l'Organisation des États américains. Le Gouvernement a soigneusement examiné la question de son adhésion éventuelle à l'OEA en ce moment. Sans doute n'est-il pas exclu qu'un futur Gouvernement canadien puisse un jour juger bon de poser sa candidature. Pour l'instant, cependant, il a été décidé que la meilleure solution consisterait, pour le Canada, à se rapprocher des pays de l'Amérique latine, pris individuellement et, en même temps, de certaines institutions interaméricaines, appartenant ou non à l'OEA. Ce sera une façon pour lui de se préparer au rôle qu'il pourra éventuellement être appelé à jouer dans l'hémisphère occidental. Il pourra ainsi acquérir l'expérience supplémentaire et indispensable d'un milieu que bien peu de Canadiens connaissent intimement.

Vous n'ignorez pas que le Canada délègue d'ores et déjà des observateurs à certaines réunions du Conseil économique et social interaméricain, du Conseil pour l'éducation, la science et la culture, et du Comité de l'alliance

pour le progrès, aussi bien qu'à celles de la Banque interaméricaine de développement. Le Canada est membre de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, de l'Institut interaméricain de statistique, du Centre interaméricain des administrateurs fiscaux et du Centre d'études monétaires pour l'Amérique latine. Le Gouvernement du Canada entend resserrer ses liens avec ces organisations.

De plus, le Canada cherchera à devenir membre de plein droit des organisations interaméricaines suivantes: l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut interaméricain des sciences agricoles, l'Institut indianiste interaméricain, la Conférence interaméricaine de la sécurité sociale et le Centre interaméricain de promotion des exportations. Le Canada participera aussi au Fonds interaméricain de secours d'urgence.

Finalement, sous réserve d'un avis favorable des membres de l'OEA, le Gouvernement canadien aimerait mettre en place, avec l'Organisation, des rapports officiels au niveau qu'il conviendra. Nous concevons cet éventuel représentant canadien comme étant investi d'un statut d'observateur permanent. Nous souhaiterions qu'il assiste régulièrement aux réunions des organismes interaméricains auxquels s'intéresse le Canada dans tous les cas où cette participation canadienne apparaîtrait convenable. En tant qu'il constituerait la liaison principale entre le Canada et l'OEA, ce représentant canadien aurait, selon nous, à s'occuper de tous les aspects des affaires interaméricaines auxquelles le Gouvernement canadien pourrait légitimement s'intéresser. Nous estimons que des dispositions pourraient être prises dans ce sens, pouvant permettre au Canada d'améliorer dans une large mesure sa connaissance et sa compréhension de l'Amérique latine et, singulièrement, de l'OEA et d'autres institutions régionales de l'hémisphère. Par ailleurs, nous souhaitons que de telles dispositions puissent permettre à nos voisins de l'hémisphère de mieux comprendre les positions et les aspirations du Canada.

Voilà, Monsieur le Président, les modalités principales par le truchement desquelles le Gouvernement canadien souhaite, dans une collaboration avec les pays de l'Amérique latine, l'Organisation des États Américains, ses organismes associés et, les circonstances s'y prêtant, avec les organisations régionales latino-américaines, développer ses relations avec l'Amérique latine. On trouvera des renseignements plus détaillés au sujet de nos projets de programme et de la pensée dont ils s'inspirent dans un document intitulé "Amérique latine" qui fait partie d'une série de documents que vient de publier le Gouvernement du Canada à l'issue de la révision de sa politique étrangère.

Il n'est pas impossible que ce que je viens de dire aujourd'hui, même considéré dans le cadre de la déclaration de politique générale plus détaillée de mon Gouvernement, puisse décevoir les espoirs qu'on avait pu entretenir en certains milieux. S'il en est ainsi, je me dois alors de souligner qu'il ne faut pas oublier que le Canada est une puissance moyenne dont diverses sphères d'action se disputent les ressources. J'ajoute, au reste, que le Gouvernement canadien entend agir aussi rapidement et constructivement que possible dans le sens d'une collaboration complète dans l'hémisphère. C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que j'ose formuler le vœu que, considérant l'heureuse circonstance qui a fait coïncider cette réunion de l'OEA et la publication récente de certains aspects nouveaux de la future politique étrangère du Canada, on pourra dire avec raison de cette session qu'elle aura marqué un nouveau départ dans les rapports entre le Canada et les nations dont l'appartenance commune au nouveau monde en font l'associé.